

La Belgique étudie la fermeture de 33 ambassades

Pour réaliser des économies, les Affaires étrangères veulent rationaliser le réseau diplomatique. Une liste confidentielle est à l'étude.

**MARTIN BUXANT
ET FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

Une liste confidentielle de postes diplomatiques et consulaires dont la fermeture est envisagée pour des raisons d'économies est actuellement étudiée par les services du ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR). Car, comme pour tous les autres départements fédéraux, des économies vont devoir être opérées dans le réseau diplomatique belge à l'étranger. Le cabinet des Affaires étrangères confirme l'existence de cette liste mais aucune décision n'est arrêtée à ce stade, y précise-t-on. «*La réflexion est en cours, cette liste n'a rien d'officiel*».

Sur les 33 postes extérieurs dont

Le Fédéral étudie la fermeture de Lille, Barcelone, Beyrouth ou encore Casablanca. La Wallonie veut vendre son siège diplomatique à Québec.

la fermeture est envisagée, certains ne devraient pas poser trop de problème — tant le consensus est grand. C'est par exemple le cas du consulat de Lille — situé à une heure de Bruxelles. La fermeture d'autres postes pourrait susciter davantage de remous. Ainsi Montréal (consulat) ou encore Casablanca (consulat) pourraient disparaître de l'échiquier belge à l'étranger.

Au niveau des ambassades, on notera que la réflexion porte sur le maintien de l'ambassade belge à Beyrouth — ce qui est étonnant vu que le Liban est un pays francophone de la région. L'ambassade à Brazzaville pourrait également être fermée pour les mêmes raisons budgétaires. Tout comme La Havane.

Mais il n'y a pas qu'au Fédéral qu'on cherche à économiser sur le réseau diplomatique. La Région wallonne, via Wallonie Bruxelles International, a en effet lancé une étude pour vendre le siège de sa représentation à Québec, au Canada. A côté de Paris, c'est la seconde implantation dont la Wallonie veut se défaire pour renflouer ses caisses.

LIRE EN PAGE 3

Trente-trois ambassades et consulats belges à l'étranger dans le collimateur

Les Affaires étrangères doivent lourdement économiser et discutent donc d'une liste de 33 postes — dont Lille, Casablanca, Montréal, La Havane ou Beyrouth — qui pourraient fermer leurs portes.

MARTIN BUXANT

Au pain sec et à l'eau. Le département des Affaires étrangères doit réaliser, comme tous les autres, de très importantes économies dans les mois et les années à venir. On peut tourner l'affaire dans tous les sens mais l'unique manière de réaliser ces économies, c'est de rationaliser le réseau des ambassades et des consulats belges à l'étranger — ce qui permet entre autres des gains substantiels en terme de parc immobilier. Une liste confidentielle est actuellement discutée par le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), son cabinet et les services diplomatiques.

«L'Echo» a pu se procurer cette liste qui circule aux Affaires étrangères: le cabinet du ministre en a d'ailleurs confirmé l'existence mais insiste sur le fait qu'aucune décision n'a encore été prise à ce stade — sauf pour Kaboul et Toronto. Le ministre est actuellement en mission économique en Malaisie et à Singapour mais viendra défendre lundi ses priorités budgétaires devant le Parlement fédéral. Que retrouve-t-on sur cette liste qui comporte 33 postes diplomatiques et consulaires?

En Europe

En France, deux stations consulaires devraient être fermées: **Lille** et **Strasbourg**. «Franchement, glisse un responsable gouvernemental, Lille est à une heure de Bruxelles, cela n'a plus aucun sens de maintenir un poste consulaire pareil». En Allemagne, le consulat de **Cologne** figure sur la liste tandis qu'en Espagne deux consulats sont pointés: **Alicante** et **Barcelone**. Au niveau des ambassades en Europe, plusieurs capitales sont citées. Il s'agit de **Tirana** (Albanie), **Sarajevo** (Bosnie-Herzégovine) et **Pristina** (Kosovo).

Plus étonnant, plusieurs capitales

de l'Union européenne devraient se passer de représentation belge diplomatique et/ou consulaire. Ains les postes de **Riga** (Lettonie), de **Tallinn** (Estonie), de **Vilnius** (Lituanie), les trois Etats baltes, sont dans le collimateur, tout comme celui de **Helsinki** en Finlande. Toujours dans l'Union européenne, le poste de **Ljubljana**, en Slovénie, figure sur la liste des ambassades potentiellement «fermables», tout comme **Bratislava** (Slovaquie), **Nicosie** (Chypre) et **Lisbonne** au Portugal.

La liste des Affaires étrangères comporte donc à ce stade 16 postes diplomatiques et/ou consulaires européens que la Belgique envisage de fermer pour réaliser des économies.

La plupart des observateurs soulignent qu'avec le développement d'un réseau diplomatique européen et le fort maillage de l'Union européenne, la fermeture de ces postes n'a rien d'extravagant. Une présence devrait néanmoins être préservée dans un des Etats baltes (pour les exercices militaires, entre autres) et au Portugal, la fermeture pouvant être mal reçue par les autorités locales. Enfin, il faudra veiller à ne pas trop surcharger le poste de Madrid, en Espagne, si les consulats de Barcelone et d'Alicante sont fermés en même temps: de nombreux Belges résident en effet en Espagne.

En Asie

L'ambassade de **Beyrouth**, au Liban, figure sur la liste des ambassades dans le collimateur pour raison budgétaire, tout comme le poste de **Koweït**. La fermeture du poste de **Kaboul** en Afghanistan a déjà été confirmée officiellement par les Affaires étrangères. Mais s'ajoutent encore deux postes asiatiques qui pourraient être fermés: **Islamabad** (Pakistan) et **Manille** (Philippines). Sur ces cinq noms, c'est bien évidemment le Liban qui pose la plus question aux différents diplomates: pays

francophone au Proche-Orient, est-il judicieux pour la Belgique de le quitter? Au Pakistan, les frais de sécurisation du poste belge seraient très importants, tout comme ils l'étaient en Afghanistan.

En Afrique

Six stations consulaires ou diplomatiques pourraient faire l'objet d'une fermeture. Il s'agit de l'ambassade de **Ouagadougou**, au Burkina-Faso, de celle de **Brazzaville** (Congo), de **Kampala** (Ouganda) et de **Dar Es Salaam**, en Tanzanie, pour l'Afrique noire. Le consulat de **Casablanca** (Maroc) et l'ambassade de Belgique à **Tripoli** (Libye) figurent aussi sur la liste des Affaires étrangères. En Afrique subsaharienne, Brazzaville

est longtemps apparue comme une plate-forme de repli en cas d'incidents à Kinshasa, la ville voisine. La fermeture induirait que la Belgique esquisse d'autres plans d'urgence pour les nombreux ressortissants belges de Kinshasa. Le boom commercial de la Tanzanie laisse penser qu'il serait également peu judicieux de se priver ce poste-là. Autre point d'interrogation africain: le Maroc. On connaît l'importance de la communauté belgo-marocaine mais la Belgique semble bel et bien privilégier le poste de Rabat au détriment de «Casa», puisqu'une nouvelle ambassade belge dans la capitale marocaine va voir le jour.

En Amérique

Six postes sont également visés. La fermeture du Consulat de **Toronto**, au Canada, a déjà été annoncée mais une autre ville canadienne est sur la liste des économies à réaliser: **Montréal**. Deux postes sont ciblés dans les Caraïbes: **Kingston**, en Jamaïque, et **La Havane**, à Cuba. Enfin, en Amérique latine, **La Paz** (Bolivie) et **Quito** (Equateur) pourraient faire l'objet d'une fermeture. Ici, c'est assurément Montréal et la Havane qui

posent question. Ville francophone au Canada, la fermeture de Montréal aurait une forte charge symbolique. Et la fermeture de La Havane, alors que Cuba est en passe de s'ouvrir, pourrait être perçue comme un combat idéologique d'arrière-garde, disent plusieurs sources.

Reste à voir, évidemment, comment l'opposition — Parti socialiste en tête — va prendre cette réduction annoncée, cette rationalisation de la présence belge à l'étranger. Il est clair que des économies dans la toile de la diplomatie à l'étranger doivent être réalisées — surtout vu la coopération croissante avec le Benelux — mais les priorités des uns ne seront certainement pas celles des autres.

Allez, rendez-vous lundi au Parlement.

EXPRESS

Les Affaires étrangères ne sont pas épargnées par les lourdes économies que tout le gouvernement fédéral a imposées.

Une liste confidentielle de **33 postes** qui pourraient à terme être fermés pour des raisons budgétaires est en discussion politico-diplomatique.

Des postes stratégiques comme Beyrouth ou Brazzaville pourraient à terme devoir fermer leurs portes.

QUÉBEC

LA WALLONIE VEUT VENDRE

Economies, quand tu nous tiens. On savait que **Wallonie-Bruxelles International (WBI)** tâtait le terrain pour revendre sa représentation parisienne - beau bâtiment du boulevard Saint-Germain acquis en 2002 pour 7 millions d'euros -, il apparaît aujourd'hui que la vente des bijoux de famille francophones à l'étranger sera plus large que cela.

WBI a en effet lancé une étude pour revendre **le siège de la représentation Wallonie-Bruxelles à Québec**. Sise dans le cœur historique, la représentation est à deux pas du magnifique château Frontenac qui domine la vieille ville. Il est néanmoins étonnant que la fédération choisisse de se défaire d'un bâtiment dans la ville qui symbolise la francophonie Outre-Atlantique. Tant au niveau wallon que de la fédération Wallonie-Bruxelles, les majorités PS/cdH sont engagées **dans des courses budgétaires** en vue de rétablir l'équilibre des finances publiques. Chaque euro compte donc, et s'il y a moyen de rationaliser le parc immobilier francophone à l'étranger, PS et cdH comptent bien explorer cette piste. **BUX ET FXL**